

## **Arrêté n° 129 CM du 26 janvier 1998 précisant les règles comptables applicables à la recette des impôts**

*Paru in extenso au journal officiel n°6 N du 05/02/1998 à la page 223*

Version en vigueur au 01/01/2011

- Comptabilisation des recouvrements ( Art. 3 à Art. 11 )
  - A - Comptes financiers ( Art. 3 à Art. 8 )
  - B - Comptes d'imputation générale ( Art. 9 )
  - C - Compte de liaison entre le payeur de la Polynésie française et le receveur des impôts ( Art. 10 )
  - D - Autres dispositions ( Art. 11 )
- Comptabilisation des dépenses ( Art. 12 à Art. 15 )

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,  
Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,  
Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;  
Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;  
Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics, notamment ses articles 126-1 et suivants ;  
Vu le code des impôts ;  
Vu la délibération n° 94-153 AT du 8 décembre 1994 unifiant le régime de la taxe sur les conventions d'assurances et prévoyant le versement de la totalité de la taxe au budget du territoire ;  
Vu l'arrêté n° 128 CM du 26 janvier 1998 créant la recette des impôts ;  
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 1998,

Arrête :

**Article 1er** *Rédaction issue de Arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010*

La comptabilité de la recette des impôts est constituée d'une comptabilité générale qui enregistre l'ensemble des opérations et d'une comptabilité auxiliaire qui présente de façon analytique le détail des sommes portées aux comptes de recettes et de dépenses, entre les différentes rubriques d'imputation correspondant à des comptes ouverts dans la comptabilité du payeur de la Polynésie française.

La comptabilité générale est tenue en partie double et comporte des comptes principaux correspondant aux comptes divisionnaires et sous-comptes ouverts dans les écritures du payeur de la Polynésie française et du comptable du territoire.

**Art. 2** *Rédaction issue de Arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010*

L'enregistrement comptable des opérations s'effectue selon les principes du système centralisateur et le receveur des impôts tient à cet effet les journaux de premières écritures, livre centralisateur et journaux auxiliaires prévus à l'article 132-9 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics.

### **COMPTABILISATION DES RECOUVREMENTS**

#### **A - COMPTES FINANCIERS**

**Art. 3** *Rédaction issue de Arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010*

Toutes les recettes effectuées le sont pour le compte du payeur de la Polynésie française.

**Art. 4** *Rédaction issue de Arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010*

Toutes les entrées en espèces font l'objet d'une écriture comptable immédiate et donnent lieu à l'établissement concomitant d'une quittance, exception faite des ventes de timbres, des sommes destinées à l'approvisionnement de la caisse ainsi que des excédents de caisse.

Les sommes sont portées au débit du compte "Numéraire du receveur" et au crédit du compte "Recettes encaissées pour le compte du payeur de la Polynésie française".

2. Chaque quittancier doit être identifié et les formules numérotées de manière continue.

La quittance doit être signée de l'agent qui l'établit et être complétée par :

- la désignation de la partie versante ;
- le montant de la somme encaissée et la nature du droit perçu ;
- la date de la journée comptable ;
- le numéro éventuel du dossier.

Toute quittance annulée doit être visée par le receveur et être conservée. Les quittanciers épuisés doivent également être gardés en archives.

Une copie de quittance peut être délivrée à toute personne qui a acquitté les sommes.

**Art. 5** *Rédaction issue de Arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010*

Tous les chèques bancaires et postaux reçus sont enregistrés au journal des encaissements et sont déposés entre les mains du payeur de la Polynésie française à l'appui d'un bordereau.

Ils sont portés en écritures, au fur et à mesure de leur traitement, au débit du "Compte courant entre le payeur de la Polynésie française et le receveur" et au crédit du compte "Recettes encaissées pour le compte du payeur de la Polynésie française".

**Art. 6** *Rédaction issue de Arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010*

Tous les encaissements par effets postaux sont comptabilisés à la réception des avis de crédit ou avant le retour de cet avis s'il s'agit de mandats-lettres, mandats-poste.

Pour chacune de ces opérations, le receveur débite le compte "Compte courant postal du receveur" et crédite le compte "Recettes pour le compte du payeur de la Polynésie française".

**Art. 7**

Les versements par chèques bancaires, effets ou chèques postaux ne donnent pas lieu à délivrance d'une quittance. Toutefois, à la requête de la partie versante, une déclaration de recette lui est délivrée.

**Art. 8**

Le rejet d'un chèque impayé ou de tout autre titre de paiement autorisé doit être constaté dans les écritures de la recette.

## **B - COMPTES D'IMPUTATION GÉNÉRALE**

**Art. 9** *Rédaction issue de Arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010*

Le receveur procède à l'imputation des sommes recouvrées par produits budgétaires conformément au plan comptable du territoire pour les recettes concernant ce dernier ou par nature de produits et organisme bénéficiaire pour les recettes revenant à des tiers.

Chaque mois le payeur de la Polynésie française procède à l'imputation définitive de ces recettes au vu de la fiche d'arrêté des écritures comptables transmise par la recette.

## **C - COMPTE DE LIAISON ENTRE LE PAYEUR DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET LE RECEVEUR DES IMPÔTS**

*Rédaction issue de Arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010*

**Art. 10** *Rédaction issue de Arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010*

Un compte courant est réciproquement ouvert dans la comptabilité du payeur de la Polynésie française et celle du receveur ; les débits de la recette correspondant aux crédits de la trésorerie générale et inversement.

Ce compte est suivi de façon permanente et chacun des comptables est informé des opérations de l'autre. Ces opérations sont retracées d'une part, sur le bordereau de règlement établi par le receveur et d'autre part, sur l'avis de règlement établi par le payeur de la Polynésie française.

## **D - AUTRES DISPOSITIONS**

**Art. 11**

La recette des impôts est autorisée à créer des rubriques comptables nécessaires à la passation des écritures, notamment en matière d'affectation provisoire des recouvrements, qu'il s'agisse de sommes à restituer, de

recouvrements pour le compte de tiers ou encore de consignations.

### COMPTABILISATION DES DÉPENSES

**Art. 12** *Rédaction issue de Arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010*

Les dépenses sont classées en deux catégories :

- Dépenses pour le compte du payeur de la Polynésie française

Elles sont effectuées chronologiquement et justifiées par des pièces de dépenses. Ces dernières font l'objet d'un versement mensuel par bordereau séparé.

- Dépenses à classer et à régulariser

Il s'agit des rejets de pièces de dépenses et des rejets de chèques impayés. Toutes les dépenses sont enregistrées sur un journal de premières écritures.

**Art. 13** *Rédaction issue de Arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010*

Les dépenses pour le compte du payeur de la Polynésie française sont autorisées par le chef de la direction des impôts et des contributions publiques.

Le rejet des pièces de dépenses doit être constaté dans les écritures de la recette des impôts.

**Art. 14** *Rédaction issue de Arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010*

Toutes les restitutions de droits, taxes, produits et pénalités perçus par le receveur et imputés de manière définitive doivent faire l'objet d'une dépense effective dans les écritures du comptable de rattachement.

Les dossiers de restitution transmis au payeur de la Polynésie française doivent comprendre les ordres de restitutions signés du chef de la direction des impôts et des contributions publiques, ordres qui comportent l'identité du ou des bénéficiaires, la nature et le montant des droits à restituer, le motif succinct de la restitution, une mention de référence au moyen de règlement utilisé pour la restitution et un numéro d'ordre extrait d'une série annuelle ininterrompue.

### Art. 15

Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 janvier 1998.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :  
Le ministre des finances  
et des réformes administratives,  
Patrick PEAUCELLIER.

---

#### Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 129 CM du 26 janvier 1998](#), JOPF n° 6 N du 05/02/1998 à la page 223
- [Arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010](#), JOPF n° 35 N du 02/09/2010 à la page 4370